

44/102. Diffusion d'informations sur la décolonisation

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui a trait à la diffusion d'informations sur la décolonisation et à la publicité à donner à l'œuvre de décolonisation menée par l'Organisation des Nations Unies¹¹⁴,

Rappelant sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, contenant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, ainsi que toutes les autres résolutions et décisions de l'Organisation des Nations Unies concernant la diffusion d'informations sur la décolonisation, en particulier sa résolution 43/46 du 22 novembre 1988,

Réaffirmant l'importance de la publicité comme moyen d'atteindre les buts et objectifs de la Déclaration et consciente qu'il demeure indispensable de tout mettre en œuvre pour faire connaître à l'opinion publique mondiale tous les aspects des problèmes de la décolonisation en vue d'aider efficacement les peuples des territoires coloniaux à parvenir à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance,

Notant avec une profonde préoccupation les mesures de censure imposées par le régime raciste sud-africain aux médias locaux et internationaux en ce qui concerne la politique et les pratiques d'*apartheid*,

Consciente du rôle de plus en plus important que jouent, dans la diffusion générale d'informations sur ce sujet, un certain nombre d'organisations non gouvernementales qui s'intéressent particulièrement à la décolonisation et notant avec satisfaction que le Comité spécial a redoublé d'efforts pour obtenir l'appui de ces organisations à cet égard,

1. *Approuve* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui a trait à la diffusion d'informations sur la décolonisation et à la publicité à donner à l'œuvre de décolonisation menée par l'Organisation des Nations Unies¹¹⁴;

2. *Considère* qu'il incombe à l'Organisation des Nations Unies de continuer à œuvrer activement pour l'autodétermination et l'indépendance et de redoubler d'efforts pour diffuser le plus largement possible les informations sur la décolonisation, en vue de mobiliser encore davantage l'opinion publique internationale en faveur d'une décolonisation complète;

3. *Prie* le Secrétaire général, eu égard aux suggestions du Comité spécial, de continuer à prendre des mesures concrètes en utilisant tous les moyens d'information dont il dispose — à savoir les publications, la radio et la télévision — pour assurer de façon suivie une large diffusion aux informations sur l'œuvre de décolonisation menée par l'Organisation des Nations Unies et, notamment :

a) De continuer, en consultation avec le Comité spécial, à rassembler, préparer et diffuser des matériaux d'information de base, des études et des articles ayant trait aux problèmes de la décolonisation et, en particulier, de continuer à publier le périodique *Objectif: Justice* et d'autres publications, articles spéciaux et études, y compris la série *Décolonisation*, et de choisir parmi eux les documents qu'il convient de diffuser plus largement en les réimprimant dans diverses langues;

b) De chercher à s'assurer le plein concours des puissances administrantes intéressées pour les tâches mentionnées ci-dessus;

c) D'intensifier les activités de tous les centres d'information des Nations Unies;

d) D'entretenir des relations de travail étroites avec l'Organisation de l'unité africaine, en procédant à des consultations périodiques et à l'échange systématique d'informations dans ce domaine;

e) D'obtenir, en coopération étroite avec les centres d'information des Nations Unies, que les organisations non gouvernementales qui s'intéressent particulièrement à la décolonisation contribuent à la diffusion d'informations dans ce domaine;

f) De continuer de faire assurer un service complet de communiqués de presse pour toutes les séances du Comité spécial et de ses organes subsidiaires;

g) De s'assurer que les moyens et services nécessaires à cet effet seront disponibles;

h) De rendre compte au Comité spécial des mesures prises en application de la présente résolution;

4. *Prie* tous les Etats, en particulier les puissances administrantes, les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales qui s'intéressent particulièrement à la décolonisation, d'entreprendre ou d'intensifier, en coopération avec le Secrétaire général et dans leurs domaines de compétence respectifs, la diffusion à grande échelle des informations visées au paragraphe 2 ci-dessus;

5. *Prie* le Comité spécial de suivre l'application de la présente résolution et de lui rendre compte lors de sa quarante-cinquième session.

80^e séance plénière
11 décembre 1989

44/103. Restructuration et revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 32/197 du 20 décembre 1977, 41/213 du 19 décembre 1986, 42/170 du 11 décembre 1987, 43/174 du 9 décembre 1988 et 43/213 du 21 décembre 1988 et sa décision 43/432 du 20 décembre 1988,

Rappelant également la résolution du Conseil économique et social 1988/77 du 29 juillet 1988, relative à la revitalisation du Conseil, et faisant sienne la résolution du Conseil 1989/114 du 28 juillet 1989 sur les mesures supplémentaires à prendre en vue de son application,

Souhaitant renforcer encore le rôle et l'efficacité de l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble en instaurant une meilleure coopération multilatérale dans les domaines économique et social et les domaines connexes, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies,

Réaffirmant que tous les Etats Membres doivent s'acquitter promptement et intégralement de leurs obligations financières, conformément à la Charte, et soulignant que la stabilité financière de l'Organisation lui permettra d'être plus efficace dans les domaines économique et social et les domaines connexes,

Soulignant qu'il faut rendre le mécanisme intergouvernemental de l'Organisation et la structure d'appui mise en place au Secrétariat plus performants dans les domaines économique et social et les domaines connexes afin de ren-

¹¹⁴ *Ibid.*, chap. III.

forcer la coopération internationale et d'appuyer les efforts visant au développement des pays en développement,

Affirmant que la restructuration et la revitalisation de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social ont pour objectif d'assurer l'utilisation plus efficace et plus productive des ressources aux fins de la réalisation des objectifs fixés par les Etats Membres, et non de faire des économies,

Consciente des nouvelles tâches qu'il faudra vraisemblablement accomplir dans les domaines économique et social et les domaines connexes à la suite des importants débats qui doivent avoir lieu à l'échelon intergouvernemental au début des années 90 et, par voie de conséquence, de la nécessité d'adapter le mécanisme intergouvernemental en fonction des tâches à accomplir,

Soulignant qu'il faut renforcer la coopération et l'entente entre l'Organisation et les autres organismes des Nations Unies pour permettre à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social de s'acquitter de leurs responsabilités et de favoriser la coopération économique et sociale internationale, conformément à la Charte,

Réaffirmant le rôle central assigné au Conseil économique et social dans la coordination des activités des organismes des Nations Unies, comme il est énoncé dans l'Article 63 de la Charte,

Consciente des responsabilités spéciales qui incombent au Conseil économique et social en vertu des Chapitres IX et X de la Charte,

Soulignant que les Etats Membres devront faire preuve d'une volonté résolue et apporter un appui politique si l'on veut véritablement appliquer et traduire dans les faits les mesures convenues en vue d'améliorer le fonctionnement du mécanisme intergouvernemental dans les domaines économique et social,

1. *Souligne* qu'il est de l'intérêt commun de tous les pays de rendre l'Organisation des Nations Unies plus performante dans les domaines économique et social de sorte qu'elle soit mieux à même de traiter non seulement les questions dont elle est à présent saisie mais aussi les problèmes et questions qui commencent à apparaître, en particulier ceux qui ont trait au développement des pays en développement;

2. *Prend acte* de la note du Secrétaire général sur l'examen de l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies¹¹⁵, ainsi que de l'opinion qu'il a formulée dans cette note selon laquelle il lui faut davantage de temps pour pouvoir présenter à l'Assemblée le rapport détaillé qu'elle a demandé dans sa résolution 43/174;

3. *Décide* d'examiner l'efficacité du fonctionnement administratif et financier de l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes, notamment de la structure d'appui mise en place au Secrétariat, en tenant compte des grandes conférences intergouvernementales qui doivent avoir lieu au début des années 90, notamment la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la question de la coopération internationale contre la production, l'offre, la demande, le trafic et la distribution illicites de stupéfiants, et aux moyens d'élargir le champ de cette coopération et d'en accroître l'efficacité, la session extraordinaire de l'Assemblée consacrée à la coopération économique internationale, en particulier à la relance de la croissance économique et du développement dans les pays en développement, la deuxième Conférence des Nations Unies sur

les pays les moins avancés, la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, ainsi que de la préparation de la stratégie internationale du développement pour la quatrième décennie des Nations Unies pour le développement;

4. *Souligne* qu'il faut appliquer pleinement les résolutions 1988/77 et 1989/114 du Conseil économique et social, notamment les dispositions concernant la structure d'appui mise en place au Secrétariat à l'intention du Conseil, et prie le Secrétaire général de présenter au Conseil un rapport sur l'application de ces résolutions de sorte que le Conseil puisse examiner la question à sa seconde session ordinaire de 1990;

5. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-cinquième session de la suite donnée à la présente résolution ainsi que de son application;

6. *Décide* de réexaminer la question à sa quarante-cinquième session.

80^e séance plénière
11 décembre 1989

44/168. Assistance internationale pour la réhabilitation économique de l'Angola

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée « Assistance internationale pour la réhabilitation économique de l'Angola »,

Notant avec une vive préoccupation les graves répercussions des actes d'agression et de déstabilisation perpétrés par l'Afrique du Sud, qui portent préjudice à l'économie angolaise,

Profondément préoccupée par les souffrances humaines et les dégâts matériels qui résultent des actes d'agression et de déstabilisation perpétrés par l'Afrique du Sud,

Notant que le Gouvernement angolais s'efforce, grâce à un programme concerté d'ajustement économique et financier, de résoudre les problèmes économiques et sociaux auxquels l'Angola doit faire face,

Consciente qu'il est urgent que la communauté internationale fournisse une assistance à l'Angola pour sa réhabilitation économique,

Ayant à l'esprit les résolutions du Conseil de sécurité 387 (1976) du 31 mars 1976, 428 (1978) du 6 mai 1978, 447 (1979) du 28 mars 1979, 454 (1979) du 2 novembre 1979, 475 (1980) du 27 juin 1980, 545 (1983) du 20 décembre 1983, 546 (1984) du 6 janvier 1984, 567 (1985) du 20 juin 1985, 571 (1985) du 20 septembre 1985, 574 (1985) du 7 octobre 1985, 577 (1985) du 6 décembre 1985, 602 (1987) du 25 novembre 1987, 606 (1987) du 23 décembre 1987 et 628 (1989) du 16 janvier 1989, dans lesquelles le Conseil a notamment demandé à la communauté internationale de prêter une assistance à l'Angola et affirmé que ce pays pouvait prétendre à une indemnisation appropriée pour les dommages matériels qu'il a subis,

1. *Exprime* sa solidarité et son soutien à l'Angola dans les efforts qu'il fait pour limiter le préjudice causé par les actes d'agression et de déstabilisation et faire face aux problèmes économiques et sociaux;

2. *Engage* la communauté internationale à fournir l'assistance financière, matérielle et technique importante qu'exige la réhabilitation économique de l'Angola;

3. *Prie* le Secrétaire général d'engager des consultations avec le Gouvernement angolais pour déterminer le volume de l'assistance requise et d'en communiquer les ré-

¹¹⁵ A/44/747.